



LU POUR
VOUS



Colère des policiers: le syndicat Alliance dénonce une «provocation» du gouvernement.

Le syndicat de policiers Alliance a dénoncé dimanche «une provocation», à la veille d'un déplacement du président François Hollande en Eure-et-Loir pour dresser le bilan de la concertation Police-Gendarmerie.

«Il est inadmissible et insupportable qu'aucune réunion n'ait eu lieu au préalable alors que le ministre de l'Intérieur Bruno Le Roux s'y était engagé», a déclaré à l'AFP le secrétaire général du syndicat majoritaire des gardiens de la paix Jean-Claude Delage.

«Apprendre dans l'Eure-et-Loir par le président de la République le résultat d'une grande concertation est une provocation pour Alliance et pour tous les syndicats de policiers», a-t-il pesté.

Le mouvement de colère des policiers, inédit par son ampleur et hors cadre syndical, avait démarré en octobre dans l'Essonne avant de se propager à travers la France, pour nettement refluer ensuite. Il suivait l'attaque, le 8 octobre, de quatre policiers aux cocktails Molotov près de la cité de la Grande Borne à Viry-Châtillon, dans ce département de la région parisienne.

Le ministre de l'Intérieur de l'époque Bernard Cazeneuve avait annoncé une enveloppe de 250 millions d'euros de nouveaux matériels et véhicules. Une loi assouplissant les règles de légitime défense, doublant les peines pour outrage et autorisant l'anonymat des enquêteurs a été adoptée par le Parlement le 16 février.

Des dizaines de réunions de concertation débouchant sur des «cahiers de doléances» ont depuis été menées dans chaque département.

«Je me demande s'il y a un pilote dans l'avion au ministère de l'Intérieur et si le dialogue social avec les organisations syndicales a un sens», s'est interrogé M. Delage, *«pourtant habitué à un dialogue franc et constructif avec les prédécesseurs»* Manuel Valls et Bernard Cazeneuve.

«Les policiers comprennent difficilement de voir leur ministre de tutelle à la cérémonie des César et qu'il n'ait pas le temps de recevoir les syndicats de police pour dresser le bilan de leurs attentes», a-t-il ajouté.



ALLIANCE Police Nationale
Policiers, le droit au respect !

Le Bureau National

Le 27 février 2017